

## Défendez des services publics et subventionnés forts :

**OUI** au salaire minimum,

**NON** à la résiliation de la libre circulation

**OUI** à l'initiative Zéro pertes fiscales

**NON** à de nouveaux cadeaux fiscaux

## Salaire minimum: vital aussi pour les services publics

**Contre les externalisations :** Justement parce que la grille salariale du personnel de la fonction publique démarre juste au-dessus de 23 francs de l'heure, les très bas salaires des secteurs privés du nettoyage ou de la restauration, par le dumping qu'ils exercent, entraînent une forte tentation à économiser sur le dos des salarié-e-s via l'« externalisations » ou privatisation du nettoyage et des cafétérias. Ces 20 dernières années, combien d'écoles, d'EPH ou d'EMS ont vu le nettoyage et les cafétérias passer à des entreprises privées à bas salaire ? Imposer un salaire minimum à 4000 CHF limitera ce risque en rendant l'économie négligeable.

**Pour diminuer les charges d'aide sociale:** Genève est le canton avec le plus grand nombre de personnes pauvres, y compris de travailleuses et travailleurs gagnant insuffisamment pour vivre. Pour preuve l'explosion des coûts de l'aide sociale : de 2009 à 2019 l'aide sociale a presque doublé (de 167 à 330 millions), alors que la population n'a augmenté que de 10% pendant cette période. Le salaire minimum aidera de nombreuses personnes et familles et limitera donc les coûts de l'aide sociale. Les économies

réalisées allégeront la facture générale pour la fonction publique, et diminuera la pression que la droite cherche année après année à exercer et qui rend la délivrance de prestations de plus en plus difficiles.

**Bon pour l'économie et les ressources fiscales :** ce supplément de salaire ira immédiatement à des dépenses de consommation, dont la plus grande part se fera dans le commerce local. Ce flux alimentera l'économie locale et générera des impôts qui soutiendront les finances publiques, asséchées par les multiples réformes fiscales des dernières années, imposées par la droite économique.

**Emplois de solidarité : salaires scandaleusement bas.** Depuis la mise en place des Emplois de solidarités (EDS), les syndicats dénoncent leurs salaires scandaleusement bas : ils peuvent être de 3225 CHF pour un 100%, avec la bénédiction de l'Etat, et pour des tâches parfois difficiles ou ingrates. C'est une des hontes du canton, à laquelle l'initiative mettrait fin. D'autres institutions sociales ont également des salaires horaires extrêmement bas.

## Libre-circulation : maintenir les mécanismes protecteurs est bon aussi pour la fonction publique

La libre-circulation a permis la mise en place de mécanismes de contrôles des salaires que le patronat suisse n'avait jamais voulu accorder aux syndicats, afin de permettre de lutter contre le dumping salarial: augmentation du nombre d'inspecteur-trice-s du travail, extension facilitée des CCT ou édicition de contrats-type de travail en cas de dumping salarial, améliorations dans la lutte contre le travail au noir, etc. Ceux-ci ont freiné légèrement les effets de dérégulation néolibérale à l'œuvre depuis 20 ans. Si

**Abolition de la libre circulation**  
**= baisse des salaires**  
**= besoins sociaux en forte**  
**augmentation**  
**= surcharge pour l'Etat.**

la libre circulation est abolie, la plupart de ces protections tomberont immédiatement. Il s'ensuivra une forte dégradation des conditions de vie de catégories importantes de la population, y compris de la classe moyenne. Les besoins sociaux exploseront alors et viendront alourdir encore plus les charges des services publics. Or ceux-ci sont déjà surchargés et manquent des moyens nécessaires à cause des coupes fiscales et des blocages dans les postes qui ne permettent pas de répondre aux besoins de la population.

# **Initiative Zéro pertes : pour cesser une bonne fois de couper dans les recettes fiscales et les budgets publics, pour un OUI massif !**

L'initiative Zéro pertes a été lancée pour contrer les effets de la réforme de la fiscalité des entreprises, qui faisait des cadeaux aux plus grosses entreprises du canton, avec comme conséquence des centaines de millions de pertes fiscales annuelles pour les services publics à la population. Et cela alors que les précédentes baisses fiscales font déjà perdre plus d'un milliard par an. Les conséquences : une dramatique politique d'austérité qui, année après année, oblige à réduire les prestations, et impose des économies sur les postes, les salaires et les conditions de travail. L'initiative vise à y mettre un terme en stoppant les pertes.

## **Besoins publics renforcés avec le COVID !**

Dès 2016, nous dénoncions le risque qu'avec ces baisses fiscales, l'Etat ne serait plus en mesure de faire face à une crise majeure. C'est exactement le cas avec la pandémie de COVID, qui va nécessiter des moyens publics renforcés. Or le projet de budget 2021 de l'Etat va faire payer cette facture au personnel des services publics et subventionnés et à la population. Ce n'est pas moins de prestations qu'il faut, mais plus ! La clé est dans les ressources fiscales : il faut arrêter la spirale de défiscalisation.

## **Richesses de plus en plus grandes, de moins en moins taxées**

Ces dernières décennies, les grandes fortunes croissent à une vitesse décuplée par la mondialisation. Mais elles ont été largement défiscalisées par les baisses fiscales (bouclier fiscal, suppression de l'impôt sur les successions, etc.). L'Etat n'a plus les moyens de faire face aux besoins croissants d'une population qui se paupérise peu à peu, y compris la classe moyenne.

### **L'initiative demande deux choses :**

- **Agir contre la concurrence fiscale entre les cantons** : cette logique fait de Schwyz, Zoug, Obwald ou Vaud nos pires ennemis en matière de fiscalité, encore plus que l'Irlande. C'est d'autant plus absurde que nous devons contribuer à la péréquation intercantonale !
- **Faire en sorte que les réformes fiscales se fasse dorénavant sans pertes**, afin de protéger la population contre l'assèchement des finances et, donc des prestations publiques, dont elle dépend largement.

## **Déduction pour frais de garde d'enfant : NON à cette arnaque !**

Le titre alléchant de l'objet « *déduction pour frais de garde par des tiers* » est un leurre complet. Cette déduction **existe déjà**. Le projet soumis au vote ne vise qu'à en augmenter les limites vers le haut, à savoir pour les familles les plus riches. 40% des familles avec les revenus les plus bas ne paient pas l'impôt et donc n'en bénéficieront pas. Les autres 60% bénéficient déjà de cette déduction aujourd'hui. Seuls les plus riches pourront de fait déduire plus : ceux qui dépensent plus de 10'100 francs de frais de garde par des tiers.

**La conséquence : 380 millions de perte pour les collectivités publiques !** Or cet argent manquera justement pour créer les places de crèches indispensables et dont la pénurie est criante.

Tout le discours des partisans de soi-disant mieux concilier travail et vie privée est du vent. Faire payer moins les riches et assécher les finances publiques, c'est toujours la même recette des milieux patronaux-libéraux (PLR, UDC) ! Résistez, ne vous faites pas avoir une fois de plus en faisant un cadeau aux plus riches dont VOUS payerez la note ! Votez NON à ces déductions accrues pour les plus riches !

**Rappel : votez OUI au congé paternité fédéral et à l'aide à domicile pour tou-te-s**

## **Plus de redistribution pour une société plus juste : OUI à « Zéro pertes »**

La clé d'une société plus équilibrée passe par une meilleure redistribution. Celle-ci passe à la fois par les salaires, mais aussi par la mise à disposition de la population de prestations financées par l'impôt, c'est-à-dire payées en fonction du revenu, les plus riches devant contribuer plus que les moins riches : c'est le seul moyen de permettre les soins à domicile pour tou-te-s, la santé pour tou-te-s, l'école pour tou-te-s.

**Agir pour le climat, pour la santé publique, sur la précarité, tous les défis politiques majeurs de ce siècle supposent des moyens publics.**

**Les baisses d'impôt que la droite patronale-néolibérale nous impose visent exactement le contraire : une société inégalitaire, destructrice des liens sociaux, visant l'exploitation sans scrupule des travailleuses et des travailleurs et de la nature, pour maximiser leurs profits à court terme.**

**L'impôt est l'un des moyens pour y remédier. C'est pourquoi, tentons d'inverser la vapeur, plus que jamais, en allant voter massivement OUI à l'initiative Zéro pertes, pour des services publics et subventionnés forts et capables de répondre aux besoins essentiels de la population.**